



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BERLIN ECO

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ALLEMAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BERLIN

N° 15 – 29 juillet 2022

Sommaire

Actualité économique:

- Environnement macro-économique : croissance / inflation / allègements / climat des affaires / production industrielle / investissement public
- Politiques sociales : chômage / vieillissement

Actualité financière :

- Marché financiers : rapport sur le climat
- Régulation financière : fonds de résolution
- Banques et assurances : banques mutualistes / Commerzbank / S-International Saar Pfalz / Deutsche Bank / run-off

LE CHIFFRE À RETENIR

+0,0%

Croissance du PIB allemand au 2^{ème} trimestre 2022 (Destatis)

ACTUALITE ECONOMIQUE

Environnement macroéconomique

L'économie allemande a stagné au deuxième trimestre (+ 0,0 %) par rapport au premier trimestre d'après les chiffres provisoires publiés par [Destatis](#). La **croissance** au premier trimestre a toutefois été réévaluée, elle, de + 0,2 % à + 0,8 %.

L'**inflation** pour le mois de juillet est provisoirement estimée en glissement annuel à 7,5 % (IPC), ou 8,5 % (IPCH), d'après [Destatis](#). Pour l'IPC, c'est le deuxième mois consécutif de léger ralentissement, grâce notamment à l'effet modérateur de mesures d'allègement temporaires telles que le rabais à la pompe ou le ticket à 9€. L'inflation continue d'être principalement tirée par les prix de l'énergie et ceux des denrées alimentaires.

Deux études documentent l'**impact des paquets d'allègement** sur l'inflation supportée par les ménages selon leur niveau de revenu et leur composition. En l'absence de mesures, la charge de l'inflation actuelle est proportionnellement plus élevée pour les revenus les plus modestes. Le [DIW](#) estime que le premier décile est celui qui bénéficie le plus largement des mesures d'allègement, tandis que les ménages à revenu moyen ou inférieur sont ceux qui supportent le fardeau le plus élevé malgré les mesures. L'étude de l'[IMK](#) aboutit à une conclusion similaire tout en affinant davantage l'impact des mesures d'allègement selon la nature des revenus et la composition du foyer. Il en ressort notamment que les couples où chacun dispose d'un revenu du travail sont relativement mieux soulagés que les couples où une seule personne est active ou les personnes vivant seules. Par ailleurs, les retraités

avec des revenus faibles sont très peu soulagés par les mesures actuelles.

L'indice [ifo](#) du **climat des affaires** est tombé en juillet à son plus bas niveau depuis deux ans, à 88,6 points. Les principales préoccupations des dirigeants d'entreprise sont les coûts élevés de l'énergie et les pénuries persistantes de matériaux. Si la morosité concerne principalement l'industrie, elle gagne aussi le secteur de la construction, les services et le commerce de détail.

16 % des **entreprises industrielles** disent vouloir réduire leur production, selon une enquête menée par la Fédération allemande des chambres de commerce et d'industrie ([DIHK](#)). Les secteurs les plus touchés sont ceux à forte consommation énergétique : l'acier, le verre et le papier.

Une étude parue dans le [Wirtschaftsdienst](#) s'intéresse au **déficit d'investissement public** chronique dont souffre l'Allemagne. Entre 2000 et 2020, les administrations publiques ont consacré en moyenne 2,1 % du PIB par an aux investissements, bien en deçà de la moyenne européenne à 3,7 %. En contrôlant l'impact de la composante économique, démographique, institutionnelle et budgétaire (frein à l'endettement), les auteurs estiment que c'est un facteur résiduel qui explique majoritairement le déficit d'investissement public allemand en pointant les procédures de planification trop longues et les pénuries de main d'œuvre.

Politiques sociales

Le **chômage** a sensiblement augmenté en juillet (+2,0% sur un mois en cvs) après une augmentation sensible en juin (+5,8%), mais cette hausse s'explique par l'enregistrement de réfugiés ukrainiens depuis le 1^{er} juin (111 000 en juin), d'après l'[Agence fédérale pour l'emploi](#). Le taux de chômage passe ainsi à 5,4% (après 5,3% en juin en cvs).

Des chiffres récemment communiqués par [Destatis](#) rappellent le **vieillessement** de la population. Il y avait en 2020 8,3 millions de 15-24 ans, le plus bas niveau observé en valeur absolue comme relative depuis 1950. Le nombre de seniors (85+) a lui [doublé](#) entre 1991 et 2020.

ACTUALITE FINANCIERE

Marchés financiers

La Bundesbank a publié son [premier rapport sur le climat](#). Elle y expose les effets climatiques de son portefeuille qui sert des objectifs non monétaires. Ce portefeuille, d'un montant de 10,4 Md€ (31/12/21), comprend les placements de capitaux propres, de réserves et de provisions et est actuellement exclusivement investi dans des obligations sécurisées.

Régulation financière

Selon des informations de presse, la confédération bancaire allemande demande que les 2,3 Md€ que contient le **fonds de résolution bancaire allemand**, versés entre 2011 et 2014, soient transférés au fonds de résolution unique (FRU) afin de réduire les cotisations que doivent verser les banques allemandes cette année, à savoir 3,37 Md€. Des juristes estiment que cela contreviendrait aux règles européennes d'aides d'Etat. La décision du Bundestag sur proposition du ministère des Finances est attendue en septembre.

Banques et assurances

Le **groupe des banques mutualistes** enregistre, en 2021, un [résultat avant impôts](#) en forte hausse par rapport à 2020 (10,5 Md€ contre 7,2 Md€), en raison notamment d'une reprise des provisions pour risques (+0,3 Md€ contre -2,3 Md€ en 2020) et d'une nette augmentation des commissions sur les opérations sur titres et les opérations de paiement (8,7 Md€ contre 7,4 Md€). La demande en crédits immobiliers, due notamment à la faiblesse des taux d'intérêts, explique en bonne partie la progression de 6,0 % de l'encours des crédits qui atteint 944 Md€. L'encours des dépôts a crû, quant à lui, de 5,0 % pour atteindre 985 Md€. Le bilan consolidé du groupe des banques mutualistes s'élève à 1 566 Md€ fin 2021 (+6,1 % par rapport à fin 2020).

Commerzbank fait savoir que ses résultats du troisième trimestre seront marqués par les charges d'un montant de 210 à 290 M€ de sa filiale polonaise [mBank](#). Celles-ci résultent de la décision

prise par le gouvernement polonais d'autoriser les particuliers à suspendre jusqu'à huit fois le remboursement de leurs crédits immobiliers d'ici fin 2023. Commerzbank maintient néanmoins sa prévision d'un résultat net distribuable d'1 Md€ en 2022.

Les Landesbanken **Helaba** et **SaarLB** ainsi que quelques caisses d'épargne régionales fondent **S-International Saar Pfalz** dont l'activité débutera au deuxième trimestre 2023. Cette société doit mettre à la disposition des PME de la Sarre, du Palatinat et de la région frontalière française les compétences dont disposent ces banques en matière de soutien aux activités à l'étranger (gestion de taux d'intérêt, de devises...).

Deutsche Bank accepte l'amende de 7,01 M€, par laquelle le parquet de Francfort la sanctionne de ne pas avoir effectué des déclarations de soupçons de blanchiment pour des transactions de Rifaat al-Assad, auxquelles elle a participé en tant que correspondant bancaire.

Axa Deutschland a transféré 900 000 contrats d'assurance-vie classiques (avec taux d'intérêt garanti, en l'occurrence d'en moyenne 3,2 %) - soit 1/5^e de son portefeuille en assurance-vie - ainsi que 14 Md€ de provisions techniques au spécialiste du *run-off* Athora. Au titre de ce transfert, Athora verse 600 M€ à Axa Deutschland. Ces contrats ne sont plus proposés depuis une dizaine d'années.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Berlin
Directeur de la publication : Claire Thirriot-Kwant
Revu par : François Gautier
Rédacteurs : François Brunet, Anita Gandon, Lucie Petit, Laurence Rambert

Pour s'abonner : berlin@dgtresor.gouv.fr
Crédits photo : ©JFL Photography